

justifia ses gestes en les qualifiant de représailles contre un comportement allemand irrespectueux des lois de la guerre.<sup>21</sup> Les sanctions ordonnées par la Société des Nations contre l'Italie, lors du conflit éthiopien, visaient principalement à stopper ses exportations et à lui bloquer l'accès au crédit international. L'économie italienne en ressentit fortement les effets. En février 1936, elle exportait moitié moins qu'au même moment l'année précédente et, de novembre 1935 à juin 1936, elle écoula des réserves d'or d'une valeur de 93 millions de dollars US.<sup>22</sup> Mais elle n'en capitula pas pour autant. Au contraire, sa population manifesta une résurgence de patriotisme et les dons de métal précieux se multiplièrent.

Lors de la crise de Suez en 1956, les États-Unis réussirent à interdire à la Grande-Bretagne l'accès aux ressources du Fonds monétaire international et, par la même occasion, à déstabiliser la monnaie britannique; ils obtinrent ainsi un succès jusqu'alors inédit dans les annales internationales. Le gouvernement britannique, également soumis à la menace soviétique, accepta le compromis proposé par Lester B. Pearson, futur premier ministre du Canada.<sup>23</sup>

Les exportations rhodésiennes étaient la première cible des sanctions imposées en 1965 par la Grande-Bretagne; celle-ci voulait provoquer une crise financière en Rhodésie et faire en sorte que les tabaculteurs locaux se retournent éventuellement contre l'UDI. La Rhodésie tirait alors plus du tiers de son produit intérieur brut de ses expéditions à l'étranger; le tabac constituait aussi le tiers de celles-ci et était dirigé pour la moitié vers le Royaume-Uni. La stratégie britannique resta sans effet pour un temps, car les agriculteurs rhodésiens dépendaient trop du Front pour changer d'option politique. La faible influence que possédaient les capitalistes rhodésiens sur le régime Smith se trouva encore réduite par le consensus politique qu'engendrèrent les sanctions.<sup>24</sup> Piquée au vif par l'état de siège qui lui était imposé, la Rhodésie réussit à remédier à la chute de son commerce extérieur en favorisant l'industrie axée sur le marché intérieur. En termes réels, son économie resta florissante jusqu'en

---

<sup>21</sup> Voir Kalshoven, Frits, *Belligerent Reprisals*, pp. 156-160.

<sup>22</sup> Voir Renwick, Robin, *op. cit.*, tableaux I à V.

<sup>23</sup> Voir Kunz, Diane B., *The Economic Diplomacy of the Suez Crisis*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, ca 1991, *passim*; mon propre ouvrage intitulé *Attack on Maritime Trade*, pp. . . ; Wright, Peter, *Spy Catcher, The Candid Autobiography of a Senior Intelligence Officer*, New York, Viking, 1987, p. 85 et Renwick, Robin, *op. cit.*, pp. 61-64.

<sup>24</sup> Voir Anglin, Douglas G., «United Nations Economic Sanctions Against South Africa and Rhodesia», in Leyton-Brown, David, éd., *The Utility of International Economic Sanctions*, Londres, Croom Helm, 1987, pp. 23-58.